



Léger rebond de l'emploi au 1^{er} trimestre 2019 en Bourgogne-Franche-Comté

L'emploi salarié repart à la hausse en Bourgogne-Franche-Comté au premier trimestre 2019 après une année 2018 de repli. Un net rebond de l'intérim associé à une confirmation de reprise dans la construction et le tertiaire marchand font plus que compenser les pertes dans l'industrie et le tertiaire non marchand. Le chômage se maintient à un niveau plus bas que la moyenne nationale. Du côté de l'entrepreneuriat le nombre de créations d'entreprises progresse, porté par les micro-entreprises, et celui des défaillances est stable. Comparé à l'an dernier, la fréquentation hôtelière recule tout comme dans le bâtiment les demandes de permis de construire et les mises en chantier.

Amandine Ulrich, Guillaume Volmers, Insee

Rédaction achevée le 28 juin 2019

Hausse de l'emploi salarié régional portée par l'emploi privé

Au premier trimestre 2019, la Bourgogne-Franche-Comté compte 970 200 salariés. Après avoir stabilisé ses effectifs au trimestre dernier, l'emploi salarié est en légère progression de 0,1 % en Bourgogne-Franche-Comté, ce qui n'était pas arrivé depuis fin 2017 (*figure 1*).

Ce regain tient notamment à la hausse de 0,2 % de l'emploi salarié privé, une première depuis un an. À l'opposé, l'emploi public recule à nouveau de 0,3 % : la stabilisation du trimestre dernier n'aura été que ponctuelle.

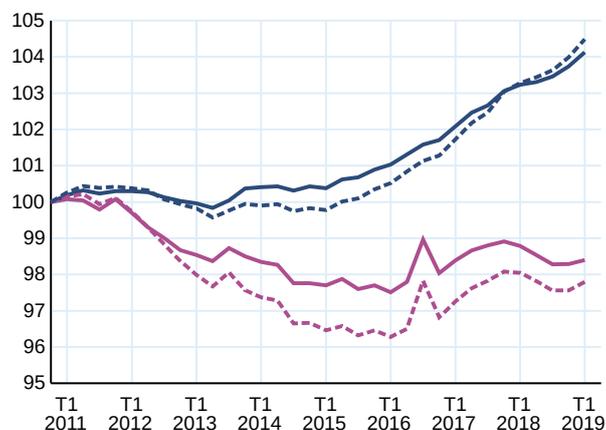
La situation demeure plus favorable au niveau national, où l'emploi salarié augmente de 0,4 % au premier trimestre 2019. Comme au niveau régional, c'est le privé qui porte la hausse, en progression de 0,5 %, tandis que le public est stable.

35 500 personnes résident en Bourgogne-Franche-Comté tout en occupant un emploi en Suisse. Pour ce quatrième trimestre de hausse consécutif, la progression du nombre de frontaliers est moins marquée : + 0,7 %. La hausse ne semble pas être enrayée par l'application par la Suisse, depuis début juillet 2018, de la loi dite de « préférence indigène » privilégiant l'embauche de résidents en Suisse dans les secteurs affichant un taux de chômage supérieur à 8 % comme le bâtiment, l'horlogerie et la restauration.

1 Évolution de l'emploi salarié

- Emploi salarié total - Bourgogne-Franche-Comté
- Emploi salarié total - France hors Mayotte
- - - Emploi salarié privé - Bourgogne-Franche-Comté
- - - Emploi salarié privé - France hors Mayotte

indice base 100 au 4^e trimestre 2010



Champ : emploi salarié total.

Note : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Source : Insee, estimations d'emplois; estimations trimestrielles Acoiss-Urssaf, Dares, Insee

Progression dans la construction et le tertiaire marchand hors intérim

La reprise amorcée au dernier trimestre se confirme dans la construction (+ 0,6 %), les services marchands hors intérim (+ 0,1 %) et le commerce (+ 0,1 %), soit respectivement 310, 220 et 160 emplois supplémentaires. Dans les services marchands, les gains d'emplois les plus prononcés, avec une hausse de 0,9 % ce trimestre, sont dans l'hébergement-restauration qui progresse même de 2,1 % sur un an.

Dans l'industrie, le repli de l'emploi salarié continue avec une perte de 330 emplois ce trimestre et de 1 000 sur un an. L'agroalimentaire est le seul secteur de l'industrie à gagner des emplois avec 1,1 % ce trimestre et 0,8 % sur un an (figure 2).

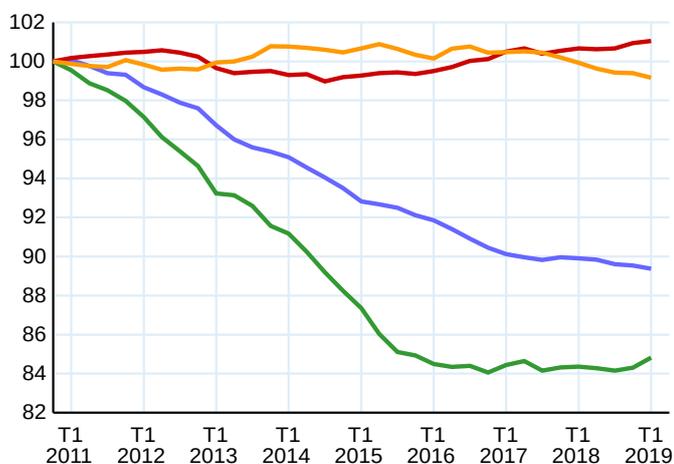
Le tertiaire non marchand est en recul de 0,2 %, soit près de 800 emplois en moins.

Au niveau national, l'emploi progresse dans tous les secteurs d'activité ce trimestre et l'évolution est à chaque fois plus favorable qu'en Bourgogne-Franche-Comté, hormis pour l'intérim qui augmente davantage dans la région.

2 Évolution de l'emploi salarié par secteur en Bourgogne-Franche-Comté

- Construction
- Industrie
- Tertiaire marchand hors intérim
- Tertiaire non marchand

indice base 100 au 4^e trimestre 2010



Note : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.
Source : Insee, estimations d'emplois; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee

Avertissement

Depuis la publication de juillet 2018, portant sur le premier trimestre 2018, le champ des estimations trimestrielles d'emploi (ETE) publiées au niveau localisé (région et département) est étendu aux départements d'outre-mer (hors Mayotte) et à l'ensemble de l'emploi salarié. Par rapport à la situation antérieure, sont donc ajoutés les salariés de la fonction publique, de l'agriculture et de l'ensemble des particuliers employeurs.

De plus, les niveaux de l'emploi « privé » publiés par les Urssaf et par l'Insee diffèrent du fait d'écarts de champ et de concept, et de légères différences peuvent exister sur les taux d'évolution.

Enfin, l'introduction de la déclaration sociale nominative (DSN) en remplacement du bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) peut entraîner des révisions accrues sur les données, durant la phase de montée en charge de la DSN.

Net rebond de l'intérim

En Bourgogne-Franche-Comté, l'intérim progresse de 3,1 % ce trimestre après une année 2018 de recul ininterrompu. Ainsi, si la région, au premier trimestre 2019, compte 1 200 intérimaires de plus qu'au trimestre précédent, elle en perd tout de même 2 500 sur un an. (figure 3).

Dans la région, le recours à l'intérim progresse dans l'ensemble des grands secteurs d'activité, à l'exception du tertiaire non marchand. Il se redresse après plusieurs trimestres de baisse dans l'industrie et la construction. Il poursuit sa progression dans le tertiaire marchand.

3 Évolution de l'emploi intérimaire

- Bourgogne-Franche-Comté
- France hors Mayotte

indice base 100 au 4^e trimestre 2010



Note : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.
Source : Insee, estimations d'emplois; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee

Des gains d'emplois dans quasiment tous les départements de la région

Au premier trimestre 2019, l'emploi salarié est en hausse dans cinq des huit départements de la région, hausse comprise entre 0,1 % dans le Doubs et 0,3 % dans le Jura. Cette dynamique est portée plus particulièrement par l'intérim, en croissance de 6,5 % en Haute-Saône et de 6 % en Saône-et-Loire. La Côte-d'Or et le Jura bénéficient également de hausses dans l'industrie et dans la construction. L'emploi reste relativement stable dans la Nièvre et dans l'Yonne. Il se replie de 0,5 % dans le Territoire de Belfort en raison notamment de pertes dans l'industrie et l'intérim.

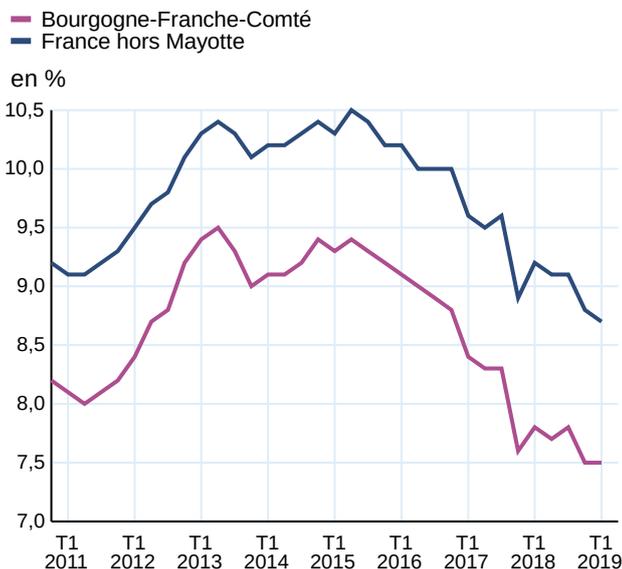
Stabilité du taux de chômage

En Bourgogne-Franche-Comté, le taux de chômage est stable au premier trimestre 2019, alors qu'il baisse de 0,1 point en France. Il demeure cependant plus bas dans la région qu'au niveau national, 7,5 % contre 8,7 % (figure 4). La Bourgogne-Franche-Comté reste au troisième rang des régions les moins touchées par le chômage, à égalité avec Auvergne-Rhône-Alpes et derrière les Pays de la Loire et la Bretagne.

Le Jura est le département de Bourgogne-Franche-Comté où le taux de chômage est le plus faible, 6,2 %. À l'inverse, c'est dans le Territoire de Belfort qu'il est le plus élevé, 9 %. Ce trimestre, le chômage diminue de 0,1 point dans ces deux départements alors qu'il est stable dans les autres départements de la région, à l'exception de la Haute-Saône où il augmente de 0,1 point.

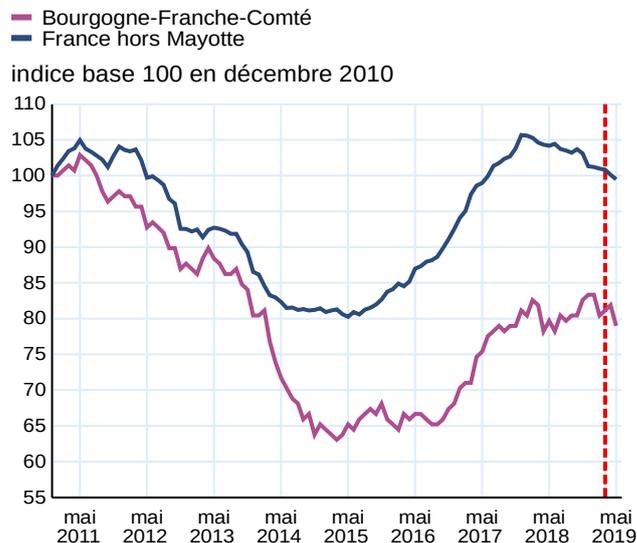
Sur un an, le chômage baisse dans sept départements, en particulier dans l'Yonne, la Nièvre et en Côte-d'Or. Il est stable dans le Territoire de Belfort.

4 Taux de chômage



Note : données trimestrielles CVS. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.
Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé

5 Évolution du nombre de logements commencés



Note : données mensuelles brutes, en date réelle. Chaque point représente l'évolution du cumul des 12 derniers mois. La ligne verticale rouge représente la fin du trimestre d'intérêt.
Source : SDES, Sit@del2

Hausse du nombre d'inscrits à Pôle emploi

Le nombre d'inscrits à Pôle Emploi repart à la hausse ce trimestre dans la région alors qu'il reste stable au niveau national. La Bourgogne-Franche-Comté compte ainsi 215 400 demandeurs d'emploi de catégorie A, B ou C au premier trimestre 2019, soit 0,4 % de plus qu'au précédent.

Toutes les tranches d'âge sont touchées, ainsi que la plupart des départements. La hausse est particulièrement marquée en Saône-et-Loire et dans le Doubs et on constate au mieux une stabilisation du nombre d'inscrits à Pôle emploi dans l'Yonne, le Jura et en Côte-d'Or.

Seule l'évolution des demandeurs d'emploi de longue durée, en très léger recul, est favorable.

La baisse des permis de construire commence à se répercuter sur les mises en chantier

Le nombre de permis accordés continue de diminuer dans la région comme au niveau national. En un an, 11 000 logements ont été autorisés à la construction en Bourgogne-Franche-Comté, soit 8 % de moins qu'un an auparavant, une baisse comparable à celle de 9 % en France.

Le nombre de permis de construire recule dans la plupart des départements de la région, et particulièrement dans l'Yonne. Seuls le Territoire de Belfort et la Nièvre font exception.

La baisse des autorisations de construire dans la région commence à se répercuter sur les mises en chantier. Ainsi, le nombre de logements commencés sur un an décroît de 2 % par rapport à l'année précédente. La baisse est plus forte à l'échelle nationale : - 4 % (figure 5).

À l'échelle départementale, la situation est très contrastée. Les mises en chantier progressent légèrement en Saône-et-Loire, dans le Doubs et la Côte-d'Or, et plus fortement dans le Territoire de Belfort. Elles diminuent dans les quatre autres départements de la région, et particulièrement dans la Nièvre.

Recul de la fréquentation des hôtels

La fréquentation hôtelière est plus faible que l'année précédente. La Bourgogne-Franche-Comté enregistre 1 319 000 nuitées au premier trimestre 2019, soit 3 % de moins qu'un an auparavant. Au niveau national, la baisse est moins marquée : - 1 % (figure 6).

Dans la région, tourisme de loisirs et nuitées d'affaires reculent conjointement.

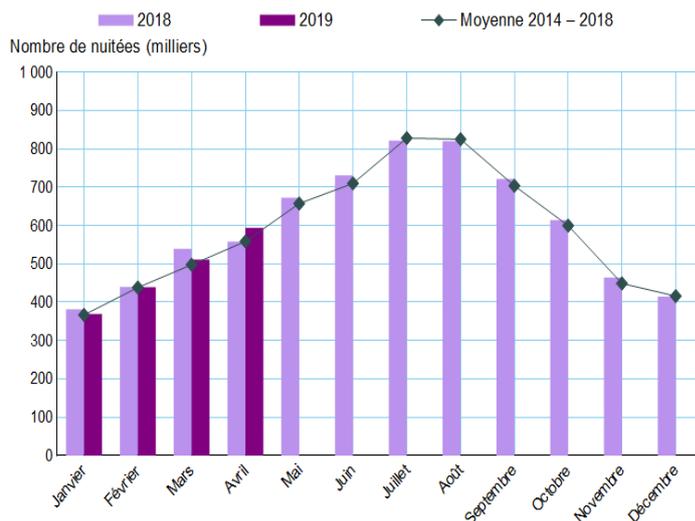
La baisse de la fréquentation concerne à la fois la clientèle française et la clientèle étrangère. Les nuitées des clientèles résidant en Chine, en Belgique ou au Royaume-Uni, qui sont les plus nombreuses, chutent fortement.

Avertissement

Fréquentation touristique - révision des séries concernant les hôtels à partir du 1er janvier 2019

À partir du 1er janvier 2019, les données des hôtels non répondants sont imputées au moyen d'une nouvelle méthode, en fonction de leurs caractéristiques. Cette nouvelle méthode d'imputation de la non-réponse tend à revoir légèrement à la baisse le nombre total de nuitées mais n'a pas d'impact sur les évolutions (en savoir plus).

6 Évolution de la fréquentation dans les hôtels



Notes : données trimestrielles brutes.
Sources : Insee, en partenariat avec les comités régionaux du tourisme (CRT) et la DGE

Hausse des créations de micro-entreprises

Au premier trimestre 2019, 5 440 entreprises ont été créées en Bourgogne-Franche-Comté, soit 10 % de plus qu'au trimestre précédent. Cette hausse est un peu plus marquée qu'au niveau national : + 8 %.

À l'inverse du trimestre précédent, la hausse dans la région s'explique par la progression de 25 % des créations de micro-entreprises. Les créations d'entreprises « classiques » reculent en revanche de 2 %. À l'échelle nationale, entreprises « classiques » comme micro-entreprises sont en hausse (figure 7).

7 Créations d'entreprises

- Bourgogne-Franche-Comté hors micro-entrepreneurs
- France entière hors micro-entrepreneurs
- Bourgogne-Franche-Comté y compris micro-entrepreneurs
- France entière y compris micro-entrepreneurs

indice base 100 au 4^e trimestre 2010



Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Note : données trimestrielles corrigées des variations saisonnières (CVS).

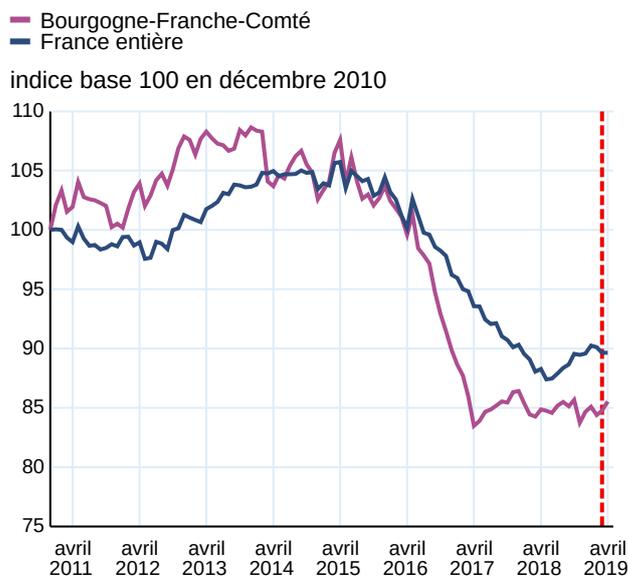
Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements – Sirene)

Stabilité des défaillances d'entreprises

Les défaillances d'entreprises enregistrées en Bourgogne-Franche-Comté sur un an sont relativement stables par rapport à l'année précédente alors qu'elles augmentent au niveau national (figure 8).

Dans la région, les défaillances reculent dans le commerce mais sont en hausse dans les activités de services.

8 Défaillances d'entreprises



Note : données mensuelles brutes au 20 juin 2019, en date de jugement. Chaque point représente l'évolution du cumul des douze derniers mois. La ligne verticale rouge représente la fin du trimestre d'intérêt.

Source : Fiben, Banque de France

La croissance française serait surtout soutenue par la demande intérieure

Au premier trimestre 2019, la croissance française s'est établie à + 0,3 %, portée par la demande intérieure. En particulier, la consommation des ménages a été soutenue par un pouvoir d'achat dynamique, tandis que le commerce extérieur a pesé sur la croissance. Les créations d'emploi salarié marchand non agricole ont en outre été très élevées (+ 92 000 créations nettes).

D'ici fin 2019, l'économie française conserverait le même rythme de croissance trimestrielle, selon la Note de conjoncture nationale de l'Insee. Le pouvoir d'achat des ménages progresserait de + 2,3 % sur l'année, soutenant la consommation qui serait ainsi la principale contribution à la croissance, malgré un taux d'épargne restant élevé. Le commerce extérieur pèserait à nouveau sur l'activité, contrairement à l'an dernier.

En moyenne annuelle, le PIB croîtrait de 1,3 % en 2019 (après + 1,7 % en 2018). Le chômage poursuivrait sa baisse et s'établirait à 8,3 % fin 2019.

Dans un environnement international moins porteur, les principaux pays de la zone euro mettent en place des mesures de soutien budgétaire

Marqué notamment par les tensions commerciales parties des États-Unis et par la perspective du Brexit, l'environnement international paraît moins porteur que l'an dernier. Les banques centrales comme les différents gouvernements ont néanmoins pris acte du risque de ralentissement et ajustent en conséquence leur politique économique. Début 2019, les principaux pays de la zone euro ont ainsi pour la plupart mis en place, d'une manière ou d'une autre, des mesures de soutien budgétaire. Le pouvoir d'achat accélérerait donc en zone euro (+ 2,5 % en moyenne annuelle prévu en 2019), contribuant à limiter le ralentissement économique de la zone (+ 1,2 % prévu, après + 1,9 % en 2018).

Insee Bourgogne-Franche-Comté
8 rue Louis Garnier
25020 Besançon

Directeur de la publication :
Moïse Mayo

Rédacteur en chef :
Pablo Debray

ISSN : 2497-4609

© Insee 2019

Pour en savoir plus :

- « Entre risques commerciaux et soutiens budgétaires », *Insee Note de conjoncture*, juin 2019.
- Ovieve F., « Au 1^{er} trimestre 2019, la fréquentation hôtelière est en baisse en Bourgogne-Franche-Comté », *Insee Flash Bourgogne-Franche-Comté n°83*, mai 2019.
- « L'intérim en Bourgogne-Franche-Comté – Une reprise au premier trimestre 2019 », *Directe Bourgogne-Franche-Comté*, juin 2019.

